

**Accord collectif**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON CADRES DES ENTREPRISES  
D'HORTICULTURE, PÉPINIÈRES ET MARAÎCHAGE  
(Franche-Comté)  
(30 décembre 2009)**

(Etendu par arrêté du 22 septembre 2010,  
*Journal officiel* du 30 septembre 2010)

**AVENANT N° 1 DU 16 FÉVRIER 2015**

NOR : AGRS1597132M

Entre :

L'UR de l'horticulture et de la pépinière de Franche-Comté,

D'une part, et

L'UR CFDT ;

La CFTC-Agri ;

L'UR CGT ;

L'UR CGT-FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de mettre l'accord du 30 décembre 2009 sur le régime de prévoyance en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

**Article 1<sup>er</sup>**

Au premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application », les mots : « des salariés non cadres » sont remplacés par les mots : « des salariés non cadres, c'est-à-dire ceux ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et de l'article 36 de son annexe I ».

**Article 2**

Aux premier et quatrième alinéas de l'article 4 « Salariés bénéficiaires », les mots : « 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les mots : « 6 mois d'ancienneté ».

### Article 3

Au premier alinéa du sous-paragraphe a « Montant » du paragraphe « Garantie décès » de l'article 5 « Garanties », les mots : « 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les mots : « 6 mois d'ancienneté ».

Au deuxième alinéa du même sous-paragraphe, les mots : « est celui qui correspond au salaire brut des 4 derniers trimestres civils précédant le décès, ou le cas échéant l'arrêt de travail pour maladie ou accident, et ayant donné lieu à cotisations. » sont remplacés par les mots : « est celui des 12 derniers mois précédant le décès. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois ».

### Article 4

Au premier alinéa du paragraphe « Garantie incapacité temporaire de travail » de l'article 5 « Garanties », les mots : « 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les mots : « 6 mois d'ancienneté ».

Le même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus et n'ayant pas l'ancienneté requise pour bénéficier des compléments de salaire à la charge de l'employeur en application des obligations légales ou conventionnelles sur la mensualisation bénéficiera des indemnités journalières d'incapacité temporaire de travail après un délai de franchise (délai de carence) de 60 jours à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 70<sup>e</sup> jour d'absence dans tous les autres cas. »

### Article 5

Au premier alinéa du paragraphe « Garantie incapacité permanente professionnelle » de l'article 5 « Garanties », les mots : « 1 an d'ancienneté » sont remplacés par les mots : « 6 mois d'ancienneté ».

Le cinquième alinéa du même paragraphe est remplacé par le suivant :

« Le salaire brut pris en compte pour le calcul de la rente complémentaire correspond à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

### Article 6

L'article 7 « Cotisations » est complété par le paragraphe suivant :

#### « 5. Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 1 du 16 février 2015).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

### Article 7

Le présent avenant entrera en vigueur :

- pour l'article 6 : à l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence ;
- pour les autres articles : le premier jour du trimestre civil suivant la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

### **Article 8**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès des services de la DIRECCTE de Franche-Comté.

Fait à Besançon, le 16 février 2015.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### Dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.